

DE L'ESSENCE DE LA REVOLUTION POPULAIRE : LIBERTE ET SOCIALISME...

On a bien souvent expliqué que la funeste guerre, qui n'a pas laissé un instant de répit à la Russie pendant des années, avait beaucoup contribué à créer cet état désespéré de la situation intérieure. Il n'y a pas de doute que cette affirmation contient une bonne part de vérité, sur laquelle Kropotkine lui-même a attiré l'attention dans son «*Message aux travailleurs occidentaux*». Reconnaître ce fait ne doit cependant pas nous amener à méconnaître la cause plus profonde des choses. Sans la guerre, les Bolchéviks auraient difficilement pu lâcher de telle manière la bride à leurs envies dictatoriales, et rencontré sans aucun doute plus de résistance de la part du peuple. Ils n'auraient pas eu non plus la possibilité de justifier moralement par la gravité de la situation du pays toute nouvelle limitation de la liberté. Leur politique n'en aurait pas moins été un danger permanent pour la Révolution, restant guidée par des hypothèses contraires de la manière la plus élémentaire à la nature même de toute révolution sociale.

En successeurs attardés des Jacobins, ils partent en effet de cette idée que l'on doit imposer d'en haut, aux masses, tout renouvellement social. N'ayant aucune confiance dans les forces constructives et la capacité du peuple, leur attitude hostile envers toute initiative venue d'en bas et ne portant pas le sceau de leur propre politique de parti s'explique très bien. C'est aussi pour cette raison que toutes les institutions et associations créées directement par les masses ouvrières et paysannes leur déplaisent tant et l'on peut ainsi comprendre qu'ils fassent tout leur possible pour en limiter toujours l'indépendance et les soumettre, à la première occasion, à l'autorité centrale du parti, comme ce fut le cas avec les Soviets comme avec les syndicats. D'autres organisations, comme par exemple les coopératives, ont été aussi totalement détruites ; les Bolchéviks cherchent certes aujourd'hui à les rebâtir, mais naturellement sous la direction de l'Etat, afin qu'elles facilitent, comme l'explique Lénine lui-même, «*les rapports entre l'Etat et le capitalisme et rendent possible un meilleur contrôle*».

C'est par cette méfiance profondément enracinée envers toutes les tentatives de la base que s'explique enfin la prédilection vraiment fanatique des Bolchéviks pour les décrets. C'est le fétiche de leur art de gouverner, qui remplace chez ses représentants les actions révolutionnaires du peuple lui-même. Ainsi est née cette monstrueuse épidémie de «*décrets révolutionnaires*» et d'ordonnances qui suffoquerait même le juriste le plus matois, tellement caractéristique de l'état actuel des choses en Russie. Bien que l'on sache que 99% de tous ces décrets se perdent rien qu'en parcourant les innombrables bureaux, le flot de papier n'en croît pas moins chaque jour. Aucun gouvernement n'a encore mis au monde autant de décrets et d'ordonnances que le gouvernement bolchévique: si l'on pouvait sauver le monde avec des décrets, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus aucun problème en Russie (1).

(1) Lénine lui-même comprend aujourd'hui que le temps des décrets est passé, comme le montrent ses déclarations au 2ème congrès pour l'Education politique: «*Tout le monde voit le grand tournant opéré par le gouvernement soviétique et le Parti communiste avec le passage à la Nouvelle Economie Politique, qui contient essentiellement plus d'éléments anciens que notre économie politique précédente. C'est l'impôt en nature qui y remplace désormais la réquisition. La délivrance de concessions aux capitalistes étrangers et aux fermiers capitalistes est dans une certaine mesure une restauration du capitalisme. Il s'agit seulement de savoir qui la paysannerie suivra: le prolétariat, qui s'efforce de construire la société socialiste ou le capitalisme (la vie capitaliste), qui est en soi plus facile. Dans ce combat, le gouvernement prolétarien doit rechercher une amélioration économique du niveau de vie de la population et s'appuyer sur le prolétariat, qui croît parallèlement à la restauration de l'industrie. Ainsi se pose la question: les capitalistes réussiront-ils à s'organiser plus tôt et les communistes renonceront-ils, ou le gouvernement prolétarien, appuyé sur la paysannerie, se montrera-t-il capable de maintenir les capitalistes à distance convenable, créant ainsi un capitalisme soumis à l'Etat et à son service. Ce combat sera plus dur, plus impitoyable que celui contre Koltchak et Dénikine, car maintenant l'ennemi ne se montre pas à visage découvert, mais se tient invisible dans nos rangs mêmes. Pour vaincre, nous devons organiser les petits paysans, développer leurs forces productives et les protéger de tout notre pouvoir, sinon les capitalistes les mettront sous leur dépendance. C'est de cela que dépend l'issue de ce combat. Dans un pays appauvri comme le nôtre, le combat*

On ne peut ici que se rappeler les merveilleuses paroles de Bakounine: *«Je suis avant tout catégoriquement opposé à une révolution accomplie par décrets, qui n'est autre que la suite et l'application de l'idée d'un «Etat révolutionnaire», c'est-à-dire de la réaction sous le masque de la révolution. A la méthode des décrets révolutionnaires, j'oppose celle des faits révolutionnaires, la seule efficace, logique et vraie. La méthode autoritaire, qui veut imposer aux hommes la liberté et l'égalité d'en haut, détruit en fait ces dernières. La méthode d'action anarchiste provoque les faits, les «éveillant» de manière infaillible et en dehors de toute ingérence d'un quelconque pouvoir officiel et autoritaire. La première méthode, celle de l'«Etat révolutionnaire», conduit forcément au triomphe final de la réaction ouverte, la seconde réalise la Révolution sur une base naturelle et inébranlable».*

Bakounine avait-il pressenti que l'Histoire lui donnerait raison d'une manière aussi tragique? Il est difficile de le croire.

Révolution bourgeoise ou révolution des masses:

Seul un homme méconnaissant aussi totalement les forces créatrices latentes au sein du peuple que Lénine a pu taxer la liberté de «préjugé bourgeois». La manie marxiste de ne voir dans toutes les révolutions du passé que des manifestations de la bourgeoisie devait évidemment l'amener à une telle conception. Cette conception est cependant tout à fait trompeuse. Aussi bien dans la révolution anglaise que dans la grande révolution française, on peut nettement distinguer deux courants: la révolution populaire et le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie. Dans les principaux événements de la Révolution, ces deux courants vont souvent dans le même sens, chacun d'eux n'en poursuivant pas moins ses buts propres. Sans la révolution populaire, c'est-à-dire sans ce mouvement grandiose des paysans et de la population prolétarienne des villes, le système féodal et la monarchie absolue n'auraient jamais pu être abattus en France. Le but initial de la bourgeoisie était une monarchie constitutionnelle sur le modèle anglais, doublée d'un modeste allègement des charges féodales. Elle se serait tout à fait satisfaite de partager le pouvoir avec l'aristocratie, tous les autres buts plus lointains ne la préoccupaient pas le moins du monde et le mot de Camille Desmoulins suivant lequel *«il n'y avait pas une douzaine de républicains à Paris avant 1789»* décrit on ne peut plus justement le véritable état de choses. Ce furent les soulèvements des paysans et des prolétaires des villes qui poussèrent la Révolution de l'avant et furent de ce fait combattus avec la plus grande énergie par la bourgeoisie. Ce fut la révolution populaire qui abolit le système féodal et détruisit la monarchie absolue, malgré la résistance que lui opposa la bourgeoisie. Si cette dernière l'emporta en fin de compte et put prendre le pouvoir en mains, cela ne prouve absolument pas que la Révolution en elle-même ait eu un caractère bourgeois. Il suffit de rappeler le mouvement des Enragés et la conjuration de Babeuf pour se convaincre que, dans les profondeurs du peuple, furent à l'œuvre des forces que l'on ne peut certainement pas qualifier de bourgeoises.

La bourgeoisie fut obligée par la révolution des masses, et contre elle, de porter ses buts plus loin qu'elle ne l'avait voulu au départ, de garantir par exemple dans sa législation certains droits et certaines libertés à l'ensemble des citoyens, qu'elle ne leur aurait d'elle-même jamais accordés volontairement. Nous savons que ses représentants ont toujours cherché et cherchent encore aujourd'hui à limiter ces droits ou à les rendre temporairement tout à fait illusoire par une interprétation subtile et, au besoin, la violation directe des lois. On sait également quelles dures luttes les travailleurs de tous les pays ont dû et doivent encore mener pour obtenir les droits de coalition, de grève, de réunion et de liberté d'opinion et d'expression. Tous ces droits, qui sont actuellement nôtres dans les Etats capitalistes, ne sont pas dus à la bonne volonté de la bourgeoisie, mais, bien au contraire, lui ont été arrachés dans une lutte sans

entre le socialisme naissant et le développement capitaliste est une question de vie ou de mort, dans laquelle toute sentimentalité est interdite. Les capitalistes russes, les concessionnaires étrangers et leurs fermiers vont maintenant empocher des gains de 100 %. Laissez-les s'enrichir, mais apprenez d'eux l'économie, car vous ne construirez pas autrement une république communiste viable. Le temps de l'apprentissage est dur et difficile et pourtant il n'y a pas d'autre issue, car la technique des gros industriels est supérieurement puissante. Le temps des décrets et des manifestes est passé. Nous devons maintenant acquérir de l'expérience politique et travailler pratiquement. Ou bien les conquêtes politiques du pouvoir soviétique sont condamnées à disparaître, ou bien nous devons leur assurer une base économique sûre. Nous devons également atteindre un certain niveau de formation, pour pouvoir lutter avec succès contre ces deux maux traditionnels en Russie: la bureaucratie et la corruption. Nous avons trois ennemis principaux à combattre: la suffisance communiste, cette croyance en la possibilité de tout pouvoir régler par la simple publication de décrets, sans que jamais leur contenu soit réalisé dans la vie pratique, l'ignorance et la corruption».

trêve. Ils sont le résultat de grands combats révolutionnaires, où les masses ont laissé plus d'une fois beaucoup de sang et de vies. Vouloir s'en débarrasser maintenant en les qualifiant de traditionnels «préjugés bourgeois» n'est autre chose que parler en faveur du despotisme des temps passés.

Nous ne nous faisons pas la moindre illusion sur la vraie signification de ces droits: nous savons fort bien que, fût-ce dans les pays soi-disant «les plus libres», ils sont extrêmement limités et n'ont qu'une valeur très relative, dès qu'il s'agit des travailleurs, Lénine ne nous apprend rien de neuf à ce sujet. Cela ne change cependant rien au fait que les travailleurs des pays capitalistes peuvent en bénéficier, ne serait-ce que jusqu'à un certain point, alors qu'ils n'existent absolument pas pour la classe ouvrière russe, sous la dictature bolchévique.

Les aspirations profondes des masses:

Au cours de chaque grand bouleversement social, on peut observer très nettement deux tendances au sein des masses qui, pour s'exprimer souvent sans précision et confusément, n'en sont pas moins toujours clairement reconnaissables: le désir d'égalité sociale, et surtout, celui d'une plus grande liberté personnelle. On peut même soutenir que ce dernier a toujours été la force motrice de chaque révolution. Ce ne sont pas toujours les questions du pain et du beurre qui ont mis en branle les masses; plus le sentiment de la dignité humaine est développé en elles, et plus clairement se sont exprimées dans leurs luttes les exigences dites «idéelles». Il en a toujours été ainsi et un simple coup d'œil sur les petits combats quotidiens de notre époque nous montre que d'innombrables grèves se déclenchent jour après jour, non pas pour l'obtention d'avantages matériels, mais, par exemple, pour répondre à la mise au pas d'un camarade ou pour obtenir l'éloignement d'un contremaître qui n'a pas suffisamment respecté la dignité des ouvriers, etc... De plus, ce sont généralement ces luttes qui sont menées de la manière la plus opiniâtre.

Celui qui ignore ce profond désir de liberté personnelle chez l'homme prouve seulement par là qu'il n'a pas saisi l'influence d'une des forces les plus élémentaires de l'histoire de l'évolution humaine, ce qui est précisément le cas des Bolchéviks. Par toute sa nature, le bolchévisme est hostile à la liberté, d'où sa haine fanatique de toutes les autres tendances socialistes favorables aux libres manifestations des masses. Ses représentants les plus éminents ne peuvent se représenter le socialisme que dans le cadre de la caserne ou du pénitencier.

Citons seulement, à titre d'illustration de cette affirmation - et pour ne donner qu'un exemple entre mille autres - les mots suivants de Boukharine: *«La contrainte prolétarienne, qui va des exécutions sommaires au travail forcé, telle est la méthode, quelque paradoxale qu'elle puisse paraître, pour transformer le matériel humain de l'époque capitaliste en humanité communiste».*

On se prend la tête à deux mains et on se demande si l'homme qui a prononcé ces paroles a bien tout son bon sens. M. Boukharine ne semble malheureusement pas comprendre que lui et ses amis appartiennent aussi au «matériel humain de l'époque capitaliste» et qu'il conviendrait tout particulièrement de les «transformer» aussi, lui et les siens; et au plus vite, si l'on en juge d'après les paroles que nous venons de citer.

On pense involontairement au sinistre personnage de Torquemada, qui accompagnait, l'œil humide, ses victimes au bûcher et estimait de même que le «matériel humain» de son temps ne pouvait être «transformé» en autant de vertueux serviteurs de la Sainte Eglise et que par les flammes purificatrices. Le but de Torquemada était le triomphe de la «Sainte Eglise», celui de Boukharine «l'humanité communiste», mais leurs méthodes proviennent de la même attitude d'esprit.

Ces paroles ne peuvent, hélas, pas être prises comme l'expression d'un cerveau dégénéré, chez lequel le souhait engendre la pensée, elles sont bien plutôt celle d'une affligeante réalité. Sous la domination bolchévique, le travail a été en effet totalement militarisé en Russie, si bien qu'il s'y effectue dans les conditions d'une discipline de fer. C'est ainsi qu'un ouvrier communiste écrit par exemple dans le numéro 13 du «Métallurgiste»:

«Une soumission totale aux ordres du directeur a été inaugurée à l'usine P. de Kostama. Droit de

regard et droit à la parole sont interdits aux ouvriers. Les directives du comité ouvrier sont les mêmes que celles de la direction. Une absence sans autorisation du supérieur signifie privation sur le chantier des rations supplémentaires. Un refus de faire des heures supplémentaires, même chose. Pour un refus persistant, c'est l'arrestation; pour les retards au travail, une amende égale au salaire de deux semaines».

La discipline et les révoltes ouvrières:

Par un flot de décrets, le gouvernement soviétique a essayé de rendre plausible aux ouvriers qu'il était nécessaire, dans l'intérêt de la nation, d'introduire dans les usines la même discipline absolue qu'à l'armée, mais les travailleurs n'ont pas pu s'accommoder d'une telle vision des choses. C'est ainsi qu'à commencé en 1920 un énorme mouvement de grèves, qui s'est emparé de presque tous les centres industriels du pays, dirigé en premier lieu et pour ainsi dire presque exclusivement contre cette militarisation du travail. Les chiffres du Comité Central des Statistiques du Secrétariat au Travail nous renseignent sur l'étendue du mouvement:

- 1- Des grèves ont éclaté dans 77% des grandes et moyennes entreprises;
- 2- Elles se poursuivent dans les entreprises nationalisées, 90% des grèves touchant justement fabriques et entreprises de cette catégorie;
- 3- Dans quelques usines n'ont éclaté, pour la période considérée, que 3 à 4 grèves;
- 4- Pétrograd est la ville la plus touchée par les grèves, la moins touchée étant Kazan.

Un manifeste des ouvriers pétersbourgeois de l'époque du grand mouvement de grèves, peu avant le soulèvement de Kronstadt, est significatif de la mentalité des grévistes - c'est ainsi que l'on peut y lire: *«C'est comme si nous avions été condamnés aux travaux forcés, tout, excepté la nourriture, devant se faire selon des règles prescrites. Nous ne sommes plus des hommes libres, nous sommes des esclaves».*

Dans le rapport de l'inspection paysanne et ouvrière pour la réforme des prisons de Moscou de juillet 1920, il est dit qu'«à la prison Boutirki se trouvent 152 ouvriers des usines Brianski. Arrêtés pour avoir participé à une grève le 1er mars, ils n'ont pas encore été interrogés».

Toutes ces grèves ont été réprimées avec la plus grande brutalité par le gouvernement soviétique, qui est allé jusqu'à faire exécuter des ouvriers par la loi militaire. Dans tous les ateliers et toutes les usines, il y a des espions du Parti communiste, chargés de surveiller l'état d'esprit des travailleurs. Quiconque ose exprimer son mécontentement sur l'état des choses actuel risque la prison; ainsi est terrorisée la classe ouvrière, opprimée toute velléité d'une libre expression de sa volonté, et cette honteuse tyrannie apparaît à Boukharine et à ses camarades de parti comme la seule méthode pour *«transformer le matériel humain de l'époque capitaliste en une humanité communiste»!*

Nous devons avouer que pareille méthode ne nous en a jamais imposé, car elle n'a jamais obtenu, à notre avis, que le contraire de ce que ses partisans recherchaient en l'employant. L'expérience la plus amère nous a aussi donné raison. La méthode bolchévique ne nous a pas rapprochés de l'«humanité communiste», elle a tout au contraire irrémédiablement compromis le communisme et rendu sa réalisation plus lointaine qu'elle ne le fut jamais. Au lieu d'aboutir à l'«humanité communiste», on est aujourd'hui alertement revenu au capitalisme et il y a, dans de telles conditions, bien peu d'espoir de pouvoir «transformer le matériel humain de l'époque capitaliste» dans le sens où le voudraient Boukharine et ses amis.

Les Bolchéviks contre l'initiative de la base:

La «dictature du prolétariat» s'est sans contredit montrée capable de faire naître une nouvelle classe dominante et de faire de la Russie le pays le plus asservi du monde, mais elle a pitoyablement failli dans la réorganisation de la vie économique et sociale. Certes, d'énormes obstacles s'opposaient à celle-ci: les terribles suites d'une guerre longue de presque sept années, le manque de matières premières, d'outillage et de voies ferroviaires sont autant de facteurs d'une très grande importance, pour lesquels

les Bolchéviks ne sont évidemment pas responsables. Qu'une reconstruction de l'ensemble de la vie économique sur des bases nouvelles ait été, dans ces circonstances, une tâche immense, aucun homme sensé ne le contestera. Et cette tâche devait être résolue, à tout prix et dans n'importe quelles circonstances, car tout l'avenir de la Révolution dépendait précisément de sa solution.

Ce que nous reprochons aux Bolchéviks, c'est d'avoir systématiquement exclu, par leurs méthodes de violence, toute possibilité d'une solution de cette tâche la plus décisive et la plus importante, transformant ainsi la vie économique tout entière en un morceau de ruines. Hostiles à toute initiative venant du peuple lui-même, ils ont détruit les forces constructives de la révolution, qui surgissent des masses. Ainsi naquit inévitablement cette monstrueuse bureaucratie, dans les poussiéreuses officines de laquelle ont misérablement suffoqué les dernières étincelles de volonté révolutionnaire. Ne citons ici qu'un exemple entre mille: en fidèles disciples de Marx, les Bolchéviks essayèrent d'abord d'organiser toute l'industrie sur les grandes entreprises et négligèrent presque totalement les moyennes, qui ne faisaient qu'entraver leurs efforts de centralisation. Or, chacun sait que les grandes entreprises ne sont rentables que si elles sont remarquablement bien dirigées. Ceci était particulièrement difficile à réaliser dans un pays comme la Russie, où les forces organisationnelles, capables de superviser de grands complexes industriels, n'existent pas en nombre suffisant. Les habitudes bureaucratiques des Bolchéviks ne firent, de plus, que compliquer la tâche, en subordonnant des spécialistes à des commissaires ignorants, dont le seul mérite était la qualité de membres du parti communiste. Toute initiative personnelle sérieuse fut ainsi éliminée dès le début et tout le travail réglé sur un schéma mort; le fiasco devait être évidemment d'autant plus grand qu'il s'agissait de grandes entreprises.

Le retour des propriétaires capitalistes:

Le déclin rapide des petites et moyennes entreprises devenant toujours plus évident, les associations coopératives russes proposèrent au gouvernement qu'on leur laissât la direction des premières. On pourrait penser qu'un gouvernement qui, selon ses propres dires, voulait préparer la voie au communisme, aurait accepté avec joie une telle proposition. Premièrement, les coopératives étaient un remarquable élément organisationnel, disposant de connaissances en matière d'administration, et elles auraient aussi pu devenir, grâce à leurs nombreux membres, dans les villages, un excellent organe médiateur entre la ville et la campagne. Mais c'est justement cela que le gouvernement ne voulait pas: une liaison directe entre paysans et ouvriers, sans l'intermédiaire des commissaires ne pouvait lui paraître qu'une monstruosité contraire à toutes les lois de la bureaucratie, aussi la proposition des coopératives fut-elle refusées sans hésitation. Mais, aujourd'hui, on rend aux propriétaires capitalistes, qui employaient avant la Révolution moins de 300 ouvriers, leurs anciennes entreprises et, à vrai dire, parce que l'on pense redonner ainsi vie aux activités productives des petites entreprises et amener leurs produits à la campagne. Ce que l'on a autrefois refusé aux coopératives, on en charge aujourd'hui les capitalistes, tout en les rétablissant dans leurs anciens droits.

Cet exemple est typique. Il jette une lumière crue sur toute la monstruosité d'une méthode absurde qui, selon ses partisans non moins absurdes, est la seule qui puisse amener le communisme. Cette même méthode est également la cause du complet désintéret des travailleurs pour leur travail. En les réduisant à l'état de galériens, privés de tout contrôle personnel sur leur travail et inconditionnellement soumis aux ordres de leurs supérieurs, on a tué en eux tout sentiment de responsabilité et toute conscience d'intérêts communs. Le travail forcé n'est, en effet, pas un moyen de susciter en l'homme le goût du travail et son amour, qui ne sont possibles que par le sentiment de la liberté et le développement de la responsabilité personnelle, qui relie chaque individu aux intérêts de tous. La merveilleuse théorie du «travail attractif» de Charles Fourier n'a laissé aucune trace dans les esprits des communistes jacobins de la République soviétique. Aussi Kropotkine n'avait-il pas tort de déclarer dans son *«Message aux travailleurs occidentaux»*:

«Dans l'expérience russe, nous voyons comment le communisme ne peut pas être introduit, bien que la population, écœurée par l'ancien régime, n'ait pas opposé de résistance active à l'expérience du nouveau gouvernement. L'idée des conseils, contrôlant la vie politique et économique du pays, est en elle-même extraordinairement importante et significative... Mais, aussi longtemps que le pays est dominé par la dictature d'un parti, les conseils ouvriers et paysans perdent naturellement toute leur signification. Ils sont dégradés jusqu'à jouer le rôle passif que les représentations des Etats et les Parlements jouaient

autrefois, lorsqu'ils étaient convoqués par le roi et devaient combattre un tout-puissant conseil de la couronne. Un conseil ouvrier cesse d'être un conseiller libre et précieux, lorsqu'il n'existe plus de presse libre dans le pays, comme c'est le cas chez nous depuis plus de deux ans maintenant. On a excusé cet état de choses. Bien plus, les conseils ouvriers et paysans perdent toute signification, quand aucune agitation électorale ne précède leur élection, celle-ci se déroulant sous la pression de la dictature du parti. Il y a naturellement l'excuse habituelle, selon laquelle un gouvernement dictatorial est indispensable comme moyen de lutte contre l'ancien régime. Mais un gouvernement des conseils de cette sorte signifie un pas en arrière, dès que la Révolution avance dans l'édification d'une nouvelle société sur une base économique nouvelle: il devient un principe mort sur une base nouvelle».

Nous savons aujourd'hui que la «dictature du prolétariat» a été un échec dans tous les domaines où il s'agissait véritablement de l'exécution des exigences socialistes, mais qu'en revanche, elle a étouffé la Révolution et développé jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences la tyrannie de tous les systèmes despotiques antérieurs. C'est en cela que réside sa tragique signification pour l'histoire à venir.

Rudolf ROCKER.
